



Moins d'emplois salariés et plus d'intérim

Au deuxième trimestre 2014, l'économie alsacienne continue de perdre des emplois salariés marchands alors qu'au niveau national, la situation se stabilise. Les secteurs de la construction et de l'industrie, déjà affaiblis, sont les plus touchés. En revanche, l'intérim poursuit sa progression pour le sixième trimestre consécutif. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente toujours mais, rapporté au nombre d'actifs, le chômage s'est stabilisé à 9,0 % depuis deux trimestres. Dans le secteur de la construction, les autorisations repartent à la hausse après dix trimestres consécutifs de baisse, tandis que les mises en chantier reculent encore. Hors auto-entreprises, la création d'entreprises est en progression mais les défaillances sont toujours plus nombreuses depuis la fin de l'année 2013. Seul le secteur touristique a bénéficié d'une embellie au printemps.

Corinne Challand, Marie-José Durr, Michaël Karleskind, Marie-Laure Kayali, Philippe Marchet, Insee

Rédaction achevée le 20 octobre 2014

Une perte de 2 400 emplois salariés marchands en un an

L'emploi salarié marchand non agricole recule de 0,1 % au deuxième trimestre 2014 en Alsace, soit une perte de 570 emplois (*figure 1*). Cette baisse est la deuxième consécutive et atteint 0,5 % sur un an, soit un repli de 2 400 emplois. Le recul trimestriel est légèrement plus marqué dans le Haut-Rhin (-0,2 %) que dans le Bas-Rhin (-0,1 %). En France métropolitaine en revanche, l'emploi progresse ce trimestre (+0,1 %) et reste stable sur un an.

Recul dans la construction et l'industrie, progression dans l'intérim

Au deuxième trimestre 2014, les pertes d'emploi se poursuivent dans les secteurs déjà très touchés de la construction (-0,7 %) et de l'industrie (-0,3 %) (*figure 2*). Sur un an, le recul atteint 1,2 % dans la construction et même 1,9 % dans l'industrie (soit une perte de 2 500 emplois). La hausse dans le commerce (+0,3 %) ne permet pas de compenser les baisses des trimestres précédents et le secteur perd 0,8 % d'emplois sur un an. L'emploi progresse dans l'intérim de 2,5 % ce trimestre (*figure 3*) et de 9,3 % sur un an.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

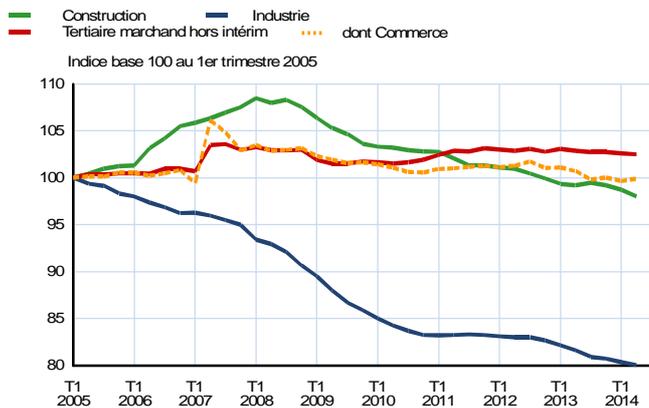


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Alsace

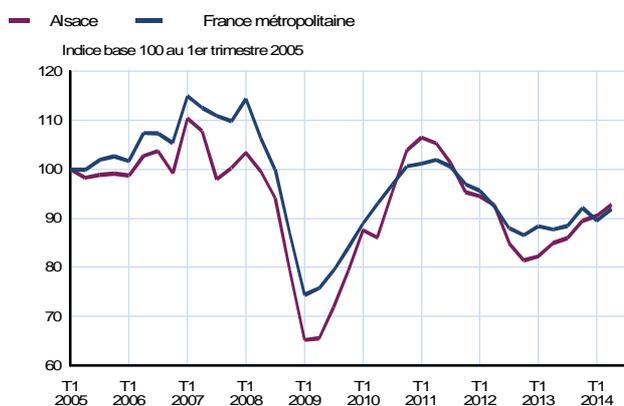


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Taux de chômage stabilisé, mais toujours plus de demandeurs d'emploi

Le taux de chômage est resté stable en Alsace à 9,0 %, comme au premier trimestre 2014 (figure 4). Les deux départements évoluent en sens opposé : +0,1 point pour le Bas-Rhin, -0,1 point pour le Haut-Rhin. Sur un an, le taux de chômage marque un recul (-0,2 point dans le Bas-Rhin et -0,3 point dans le Haut-Rhin). L'écart entre les deux départements (0,7 point) se réduit. Le taux de chômage reste à un niveau plus élevé dans le Haut-Rhin, proche de celui de la France métropolitaine (respectivement 9,6 % et 9,7 %). Au deuxième trimestre, la zone d'emploi de Wissembourg conserve le taux de chômage le plus bas (6,1 %) et Mulhouse le plus élevé (11,1 %). Sur un an, seule la zone de Saint-Louis est en hausse (+0,2 point) alors que toutes les autres sont à la baisse, y compris Mulhouse (-0,4 %).

Fin juin 2014, 139 000 demandeurs d'emploi sont comptabilisés, dont 96 140 n'ont pas exercé d'activité au cours du dernier mois. La hausse sur un trimestre est un peu plus forte dans le Bas-Rhin (+3,0 %) que dans le Haut-Rhin (+2,4 %). Au deuxième trimestre, toutes les catégories de demandeurs d'emploi augmentent, mais plus fortement pour ceux qui n'ont exercé aucune activité (+3,1 %) que pour ceux qui ont exercé une activité réduite (+2,7 %). Le chômage des jeunes repart à la hausse (+2,0 %), ainsi que celui des seniors (+3,3 %). Avec 2 160 demandeurs de longue durée supplémentaires, leur nombre progresse (+3,8 %) plus vite qu'au niveau national (+2,4 %) et deux fois plus qu'au trimestre précédent. Ils sont 43,0 % du total des demandeurs pour 42,4 % en métropole.

Près de 17 400 offres d'emploi ont été proposées ; c'est 1,7 % de plus qu'au trimestre précédent alors qu'en France métropolitaine leur nombre diminue (-0,6 %). Sur un an, la tendance est à la hausse aussi bien en France métropolitaine (+1,2 %) qu'en Alsace (+2,9 %).

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

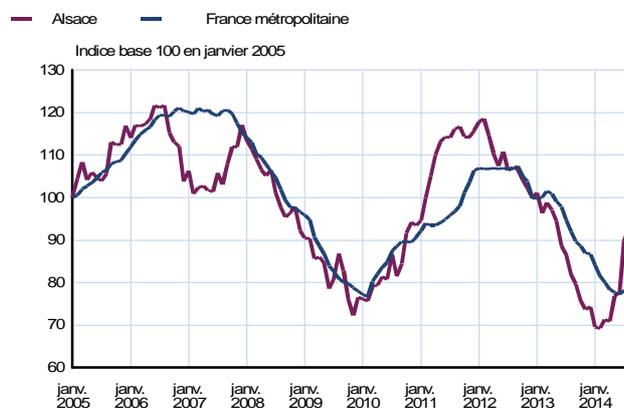
Rebond des autorisations de construction après dix trimestres de baisse

En Alsace, le nombre de logements autorisés à la construction entre juillet 2013 et juin 2014 atteint 10 500, soit 8,7 % de plus par rapport au cumul annuel observé trois mois plus tôt (figure 5). Cette hausse fait suite à dix trimestres de baisse consécutifs. Elle est plus marquée dans l'habitat collectif (+13 %) que dans l'habitat individuel (+3,8 %). Sur un an en revanche, le cumul des permis de construire est toujours à la baisse (-12,5 %).

Sur un an, à partir de juillet 2013, 7 400 logements ont été mis en chantier en Alsace, en recul de 5,2 % par rapport au cumul annuel mesuré trois mois plus tôt (figure 6). Le sursaut du trimestre précédent ne se confirme donc pas. En un an, la baisse est importante (-20,4 %), mais ne concerne que le Bas-Rhin (-26,8 %), le nombre de logements commencés dans le Haut-Rhin se stabilisant (+1,6 %) après trois trimestres de hausse plus marquée.

La surface de locaux non résidentiels autorisés à la construction repart à la baisse après deux trimestres consécutifs de hausse. Entre juillet 2013 et juin 2014, le cumul de permis de construire recule de 5,2 % par rapport au cumul annuel mesuré trois mois plus tôt. Sur un an cependant, ce cumul progresse de 6,5 %. Sur la même période, la surface de locaux commencés augmente de 7,8 % sur un trimestre, mais se contracte de 16,9 % sur un an.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois. Le dernier mois représenté est le mois d'août 2014.

Source : SOeS, Sit@del2.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois. Le dernier mois représenté est le mois d'août 2014.
Source : SOeS, Sit@del2.

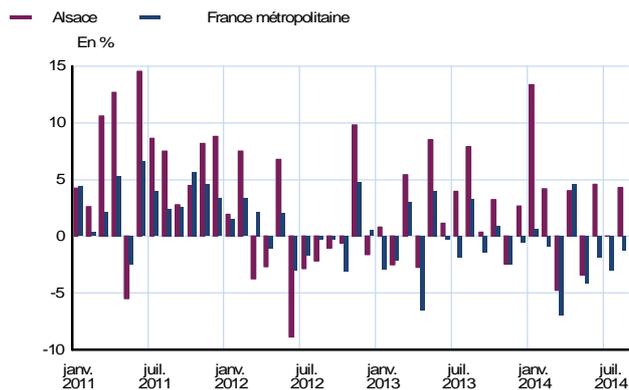
Un printemps touristique satisfaisant

Avec 1,7 million de nuitées dans les hôtels alsaciens au deuxième trimestre, l'activité touristique de ce printemps 2014 est en légère progression sur un an (+ 1,5 %) (figure 7). En avril et en juin, la hausse atteint 4,0 %. Au mois de mai, une météo plus fraîche et un jour férié de moins entraînent pourtant un recul de 3,4 %.

La proportion de six nuitées françaises pour quatre nuitées étrangères est restée stable. Les évolutions les plus importantes concernent des nationalités représentant un faible volume de nuitées, environ 10 000 chacune. Celles des touristes chinois progressent de 67 % et celles des ressortissants du Proche ou du Moyen-Orient de 43 %. Au contraire, les visiteurs japonais en ont effectuées 14 % de moins et les russes 19 % par rapport à l'an dernier. Parmi les nationalités les plus présentes, les Suisses (+ 20 %) et les Britanniques (+ 11 %) se démarquent, d'autres enregistrant des baisses moins sensibles (- 3 % pour les Belges et les Néerlandais).

Seuls les hôtels non classés comptent moins de nuitées par rapport au deuxième trimestre 2013. Les hôtels classés une ou deux étoiles ont une fréquentation en hausse de 9 %, les trois ou quatre étoiles de 6 %. Le taux d'occupation des chambres est de 60 %, un niveau proche de celui du même trimestre de l'année précédente.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



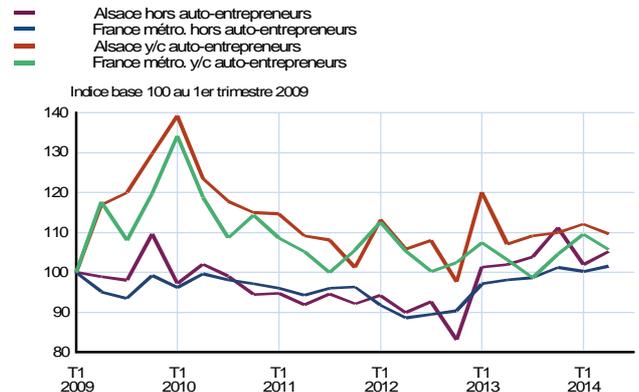
Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réévaluées. Le dernier mois représenté est le mois d'août 2014.
Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux.

Les créations d'auto-entreprises en net recul

En Alsace, 3 320 entreprises ont été créées au deuxième trimestre 2014, en données CVS, en recul de 2,2 % par rapport au trimestre précédent (figure 8). Cette baisse fait suite à trois trimestres de hausse consécutifs et ne concerne que les auto-entreprises (- 7,0 %), le nombre de créations dites « classiques » progressant de 3,2 %. En données brutes, les immatriculations d'entreprises reculent dans les deux départements, de manière plus marquée dans le Haut-Rhin (- 12,1 %)

que dans le Bas-Rhin (- 9,4 %). Dans la région, les secteurs d'activité qui contribuent le plus à la baisse des créations d'entreprises sont l'enseignement (- 25,5 %), les services aux particuliers (- 21,7 %), la santé et l'action sociale (- 17,2 %) et le commerce (- 9,0 %). À l'inverse, les seuls secteurs pour lesquels les immatriculations d'entreprises progressent sont les transports et l'entreposage (+ 18,6 %) et l'hébergement et la restauration (+ 6,0 %), deux secteurs au faible volume de créations. En France métropolitaine, la baisse des créations d'entreprises est plus marquée que dans la région, avec un recul de 3,5 %. Il résulte à la fois d'un recul plus accentué des créations d'auto-entreprises (- 7,8 %) et d'une plus faible hausse des créations dites « classiques » (+ 1,3 %).

8 Créations d'entreprises

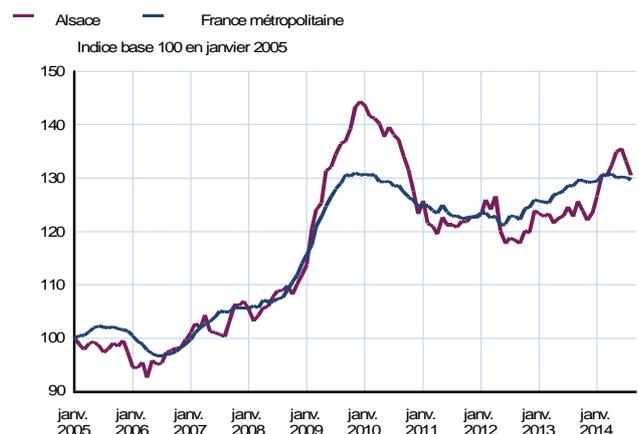


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Des défaillances d'entreprises plus nombreuses

Le nombre de défaillances d'entreprises atteint 1 690 entre juillet 2013 et juin 2014. Par rapport au cumul annuel observé trois mois auparavant, il progresse de 3,9 % (figure 9). La hausse est plus marquée dans le Haut-Rhin (+ 5,2 %) que dans le Bas-Rhin (+ 3,2 %). En France métropolitaine, la tendance est inverse (- 0,2 %). Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprises décroche de 10,2 % dans la région et de 2,0 % en France métropolitaine.

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 9 octobre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben.

La croissance allemande moins dynamique

La croissance allemande perd de son dynamisme au deuxième trimestre 2014. Pour la première fois depuis plus d'un an, le PIB est en léger repli de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, mais a augmenté, comparé au deuxième trimestre 2013 (+ 0,8 %). La consommation intérieure des ménages (+ 0,1 %) et les dépenses

publiques (+ 0,1 %) participent à la croissance. En revanche, les investissements sont moins soutenus dans les équipements et l'automobile (- 0,4 %) et reculent nettement dans la construction (- 4,2 %), comparés à un premier trimestre particulièrement dynamique. La hausse des importations (+ 1,6 %), plus importante que celle des exportations (+ 0,9 %), contribue à une contraction du PIB (- 0,2 %).

Le nombre d'emplois atteint 42,5 millions au deuxième trimestre 2014, en augmentation de 340 000 par rapport au même trimestre de 2013, soit + 0,8 %. Entre le premier et le deuxième trimestre 2014, ce sont 413 000 actifs occupés supplémentaires (+ 1,0 %). Sur un an, les effectifs ont progressé dans les services aux entreprises (+ 1,5 %), dans l'éducation, la santé et les services (+ 1,3 %) et dans le BTP (+ 1,2 %), plus modérément dans le commerce (+ 0,8 %), le transport, la restauration et l'industrie (+ 0,2 %). Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) continue de diminuer : il est de 5,1 % fin juin 2014 contre 5,3 % un an plus tôt.

Le PIB dans le Bade-Wurtemberg croît de 2,2 % au premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013. Cette croissance est supérieure à la moyenne de l'ensemble des Länder (+ 1,7 %). Elle est soutenue par la fabrication automobile et la construction mécanique (+ 10,6 %), la fabrication de produits métalliques (+ 6,2 %) et la production d'appareils pour l'informatique, l'électronique et l'optique (+ 7,0 %). La construction et les services aux entreprises contribuent également à la croissance. Le chômage se situe à 3,8 % fin juin 2014 contre 3,9 % fin juin 2013.

En Rhénanie-Palatinat, le PIB progresse de 1,2 % au premier semestre 2014. L'industrie, grâce à un rebond de son chiffre d'affaires de + 1,6 %, a dopé la croissance avec les produits alimentaires (+ 4,8 %), la fabrication de machines (+ 4,4 %), les produits métalliques (+ 4,1 %) et la chimie (+ 3,0 %). La

construction y participe aussi (+ 5,0 %), ainsi que le commerce et la réparation d'automobiles (+ 3,1 %). Le nombre de salariés augmente dans l'ensemble des services (+ 3,3 %), dont + 12,5 % dans l'information et la communication. Le taux de chômage s'établit à 5,2 % en juin 2014 pour 5,3 % un an plus tôt.

Bonne tenue de l'industrie suisse

En Suisse, la croissance estimée au second trimestre 2014 est de + 0,2 % par rapport au premier trimestre 2014 et de + 1,4 % par rapport au deuxième trimestre 2013. Les investissements en biens d'équipements (y compris la recherche et développement et le secteur militaire) sont en repli de 0,4 %. Dans la construction, le recul atteint 1,1 %. Les exportations ont progressé de 0,9 %, mais les importations de 2,0 %. La production industrielle a nettement augmenté, de 3,1 %, en comparaison au même trimestre 2013, principalement dans l'industrie pharmaceutique (+ 7,8 %) et dans la construction (+ 2,2 %).

Au deuxième trimestre 2014, la Suisse compte 4,9 millions d'actifs occupés, soit 1,8 % de plus qu'au deuxième trimestre 2013. Cette hausse est de 1,4 % pour les hommes et de 2,3 % pour les femmes. En un an, dans le secteur de la construction, l'augmentation atteint 1,4 %, dans l'industrie 0,3 %, avec notamment + 3,0 % dans l'industrie horlogère. Dans le tertiaire, la croissance de l'emploi a ralenti, en raison d'un affaiblissement dans le secteur de la santé (+ 0,2 %).

Dans la Suisse du Nord-Ouest, la hausse des emplois atteint 1,5 %. Le nombre de frontaliers d'Alsace se rendant dans les cinq cantons de la Suisse du Nord-Ouest est globalement stable entre les deuxièmes trimestres 2013 et 2014. Le taux de chômage suisse au sens du BIT a légèrement augmenté, passant de 4,2 % à 4,4 %.

La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité nationale a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (- 0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (+ 0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (- 52 000 au second semestre, après - 12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continuerait de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais freinée par les resserrlements budgétaires et monétaires passés.

Insee Alsace

Cité Administrative
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :
Joël Creusat

Rédacteur en chef :
Jacques Marty

ISSN 2416-7975
@ Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale d'octobre 2014 « La reprise différée »
www.insee.fr/fr/thèmes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

